

Mende, le 11 décembre 2017

CONTRE LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET À LA MANIFESTATION LE 19 DÉCEMBRE 2017

Le 16 novembre dernier, nos bureaux nationaux nous ont informé de la suppression de 9 emplois (6 B et 3 C) à la DDFiP48 pour 2018.

Selon les documents adressés ce jour par la direction locale, la répartition de ces suppressions d'emplois est la suivante :

- 1 emploi de catégorie B et 1 emploi de catégorie C à la Direction ;
- 1 B et 1 C à l'Équipe Départementale de Renfort ;
- 1 B au SIP de Mende et 1 B au SIE de Mende ;
- 1 B à la Paierie départementale ;
- 1 B à la Trésorerie de Saint-Chély D'Apcher ;
- 1 C au SIP de Marvejols.

Cette année encore, la DDFiP48 paie un lourd tribut.

En juillet 2011, au moment de la fusion impôts-trésor, la DDFiP48 **comptait 206 agents.**

Au 1^{er} septembre 2018, **ils ne seront plus que 161 ce qui portera à 45 le nombre d'emplois détruits en 7 ans.**

Années	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	totaux
Emplois supprimés	4	2	2	5	6	7	10	9	45

Face à cette escalade, nous ne pouvons pas nous contenter de boycotter ou d'envahir le Comité Technique Local durant lequel ces décisions doivent être entérinées, mais il faut exprimer de manière forte notre colère et notre refus de cette situation qui, si les suppressions d'emplois s'accroissent encore d'ici la fin du quinquennat, signifient le démantèlement pur et simple de notre administration dans le département de la Lozère.

En conséquence, l'intersyndicale vous appelle :

- à vous mettre en grève massivement le 19 décembre,
- à rejoindre le rassemblement qui se tiendra à partir de 10h00 sur le parking de la direction,
- et à participer à la manifestation qui se rendra à la Préfecture de Lozère (une demande d'audience a été déposée auprès de la Préfète).

Ensemble, exigeons l'arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations, le maintien des emplois et la ré-allocation des emplois supprimés par la DGFIP dans le département de la Lozère, le maintien de toutes les missions de la Direction Départementale des Finances Publiques et leur renforcement, une amélioration réelle

des conditions de vie au travail et des moyens pour rendre un meilleur service à l'usager.